

les Cahiers

DE LA PRÉSIDENCE DU FASO



N° 255 - Janvier-Février-Mars 2024

Trimestriel d'information gratuit



PÉRIMÈTRE AMÉNAGÉ DE BAGRÉ

Le Chef de l'État expertise
le champ expérimental de blé



**JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DE LA FEMME**
Hommage aux femmes
de la Brigade verte



COMPLEXE TEXTILE IRO-TEXBURKINA À SOURGOU
Réhabiliter le tissu industriel
au Centre-Ouest



COOPÉRATION AVEC L'ARABIE SAOUDITE
L'ambassadeur saoudien
apprécie la qualité des relations

SOMMAIRE

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTIE DU FASO

ISSN 2630-1318

03 BP 7030 Ouagadougou 03
Tél. (+226) 25 49 83 00
Fax : (+226) 25 37 62 82/83
www.presidencedufaso.bf

Directeur de publication
Martha Céleste Anderson
MÉDAH

Directeur de la rédaction
Gilbert OUÉDRAOGO

Rédacteur en chef
Boureima LANKOANDÉ

Secrétaire de rédaction
Lassané OUÉDRAOGO

Équipe de rédaction
Alassane KABORÉ
Boureima LANKOANDÉ
Eléonore OUÉDRAOGO
Lassané OUÉDRAOGO
Moumini YAMÉOGO
Rabalyan Paul OUÉDRAOGO

Preneurs d'images
Yempabou OUOBA
Joseph BAMOGO
Mathias DRABO
Drissa DAO

Service Web
Wilfried HIEN

Archives et documentation
Constantin COMPAORÉ
P. Amélie KOALA/ILBOUDO

Distribution
Moussa TIEMTORÉ

Maquette et montage
Anthony LABOURIAUX

Impression
OMÉGA PRINT PLUS



4. ACTUALITÉS

- Journées nationales d'engagement patriotique et de participation citoyenne
- Veille citoyenne
- Journée internationale des droits de la femme
- Soutien à l'éducation
- Blessés en opération
- Bitumage de voies urbaines
- Centre pénitentiaire agricole de Baporo
- Usine de traitement des résidus miniers
- Complexe textile IRO-TEXBURKINA à Sourgo
- Usine de transformation de tomate de Bobo-Dioulasso
- Équipement des forces armées nationales
- Séjour du Chef de l'État dans le Centre-Ouest
- Séjour du Chef de l'État dans le Centre-Est

30. AUDIENCES

- Ligue des consommateurs
- Conseil supérieur de la communication
- Lutte contre la corruption
- Cour des comptes
- Technologies de l'information
- Commission électorale nationale indépendante
- Filière coton
- Coopération parlementaire
- Alliance des États du Sahel
- Financement du développement
- Autonomisation de la femme
- Coopération avec l'Arabie Saoudite
- Situation sécuritaire

45. ENTRETIEN

- Entrepreneuriat communautaire



Martha Céleste Anderson MEDAH
Directeur de Cabinet du Président
de la Transition

L'engagement patriotique pour un renouveau des valeurs au service de la Nation

La lutte contre le terrorisme a plongé le Burkina Faso dans une situation historique en ce sens que ses conséquences entrent dans l'histoire du pays au regard de l'impact engendré par le phénomène au sein de la population. Historique, également, sur l'élan patriotique généré chez les Burkinabè compte tenu du contexte.

Dans ce contexte de guerre, le peuple a ressenti la nécessité de se souder davantage pour mener ensemble le combat pour, d'une part, la libération du joug néocolonialiste et, d'autre part, pour réaffirmer notre véritable identité à travers la promotion et la défense des valeurs qui sont nôtres. Ces valeurs de solidarité, de bravoure, de combativité, de fraternité, de rigueur ont retracé les sillons d'un patriotisme et d'une citoyenneté renforcés, d'où sont forgées des actions de toute nature dans la dynamique de la défense de la patrie à tout prix.

Cette marche victorieuse et irréversible ainsi ressuscitée doit être promue, défendue et renforcée afin que vive le Burkina Faso, paisible et prospère pour les générations futures.

Dans cette logique, le gouvernement a institué les Journées nationales d'engagement patriotique et de participation citoyenne en vue de consolider les bases de la Nation burkinabè et raffermir la cohésion sociale et le vivre-ensemble. S'inspirant des acquis de la Révolution d'août 1983 avec le Capitaine Thomas Sankara, ces journées doivent nous instruire, nous construire et contribuer à bâtir une Nation plus forte, respectée et considérée sur la scène politique et diplomatique internationale.

Nous devons nous mettre à la tâche, chacun selon ses compétences et ses moyens, pour impulser ensemble la dynamique du développement, de la cohésion sociale et de la paix.

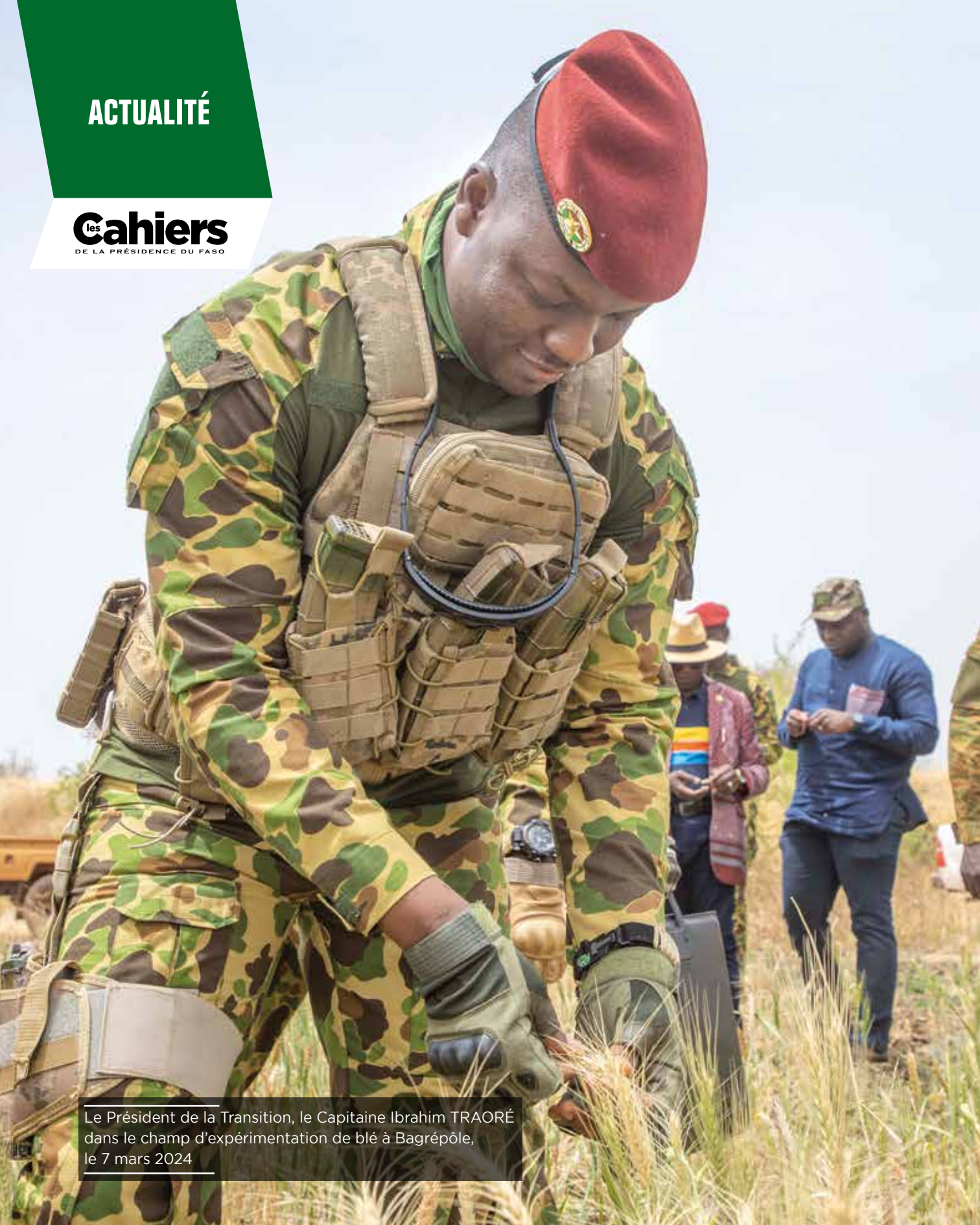
Des gestes citoyens comme planter un arbre à chaque événement heureux, contribuer à l'effort de paix, s'engager comme VDP, accomplir consciencieusement ses tâches d'agent public, protéger et respecter le bien public, s'acquitter de ses obligations fiscales, promouvoir la consommation des produits locaux, aussi simple soient-ils, constituent le fondement de l'engagement patriotique et de la participation citoyenne pour la construction de notre nation.

Avant l'institution de ces journées, de nombreux Burkinabè faisaient déjà la promotion de ces gestes citoyens par leur conduite au sein de la société et leurs comportements envers leurs semblables ; à travers leur engagement physique pour la défense de la patrie, par des actes de solidarité et de fraternité à l'endroit de compatriotes en détresse, par leurs idées, leurs analyses et leurs réflexions à l'endroit des décideurs. Au cours de ces journées, il s'agit surtout d'y mettre particulièrement l'accent et de faire en sorte que ces comportements exemplaires soient quotidiens et pérennes.

La veille citoyenne, la contribution au fonds de soutien patriotique, la revalorisation des symboles de l'État et toutes ces initiatives de soutien aux actions de la Transition et à la vision du Chef de l'État, sont le gage du renforcement continu de la citoyenneté et du patriotisme.

ACTUALITÉ

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTIE DU FASO



Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ
dans le champ d'expérimentation de blé à Bagrépôle,
le 7 mars 2024

JOURNÉES NATIONALES D'ENGAGEMENT PATRIOTIQUE ET DE PARTICIPATION CITOYENNE

Consolider la cohésion sociale

La cérémonie de montée des couleurs marquant le lancement officiel des Journées nationales d'engagement patriotique et de participation citoyenne a été présidée par le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, le lundi 25 mars 2024 au Palais de Koulouba.



« C'est aussi le moment de pouvoir s'acquitter de ses devoirs, de payer ses impôts, de pouvoir participer activement à la vie citoyenne », a indiqué le Président Ibrahim TRAORE

Adoptées en novembre 2023 par le Gouvernement, les Journées nationales d'engagement patriotique et de participation citoyenne, célébrées, le 26 mars et le 2 octobre de chaque année durant 15 jours, se veulent une occasion de renforcement de la conscience patriotique et de promotion de l'engagement citoyen.

« Ces dates ont été choisies pour que durant 15 jours, les Burkinabè puissent, d'une part, faire une introspection, et d'autre part, poser des

actes patriotiques parce que le combat qu'a mené le Capitaine Thomas Sankara est un combat qui devrait permettre au Burkina Faso d'être libre, d'être souverain, d'être respecté, d'être indépendant », a soutenu le Président de la Transition.

Le Capitaine Ibrahim TRAORE a souhaité que durant ces journées, l'engagement des Burkinabè pour leur pays « soit au paroxysme » et que des réflexions soient menées par chaque Burkinabè sur

tout acte qu'il pourrait entreprendre pour que le Burkina Faso puisse être un pays indépendant, libre, souverain et respecté.

Selon le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, à travers ces journées, il s'agit également de rendre hommage à toutes les forces combattantes (FDS, VDP) qui, tous les jours, prouvent leur patriotisme au front en défendant nos terres.

Moumini YAMÉOGO

Le Chef de l'État échange avec les OSC des 13 régions

Des échanges directs ont eu lieu, le samedi 17 février 2024, à Ouagadougou entre le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ et les représentants d'Organisations de la société civile (OSC). Venus des 13 régions du pays, ces acteurs de la veille citoyenne ont félicité le Chef de l'État pour les actions de reconquête du territoire national avant de partager les préoccupations de leurs localités.



Le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a réaffirmé le renforcement de la lutte contre l'impérialisme qui se manifeste sous plusieurs formes

Les représentants des OSC ont égrené un chapelet de doléances, pour permettre aux jeunes des différentes régions, de jouer leur partition dans le développement du pays. Ils ont plaidé pour la création d'entreprises dans les différentes régions, la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, la construction d'infrastructures routières ainsi que l'accompagnement pour un véritable

essor de l'entrepreneuriat des jeunes.

Prenant la parole face aux représentants des OSC, le Chef de l'État a réitéré son engagement et celui du Gouvernement à œuvrer pour l'atteinte des objectifs assignés à la Transition. Le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a aussi expliqué les raisons du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel



La porte-parole des OSC a salué les actions entreprises pour la reconquête du territoire

(AES) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il a précisé que les pays de l'AES ont pris la décision d'aller ensemble pour une lutte efficace contre le terrorisme. « *Nous avons osé lutter dans l'AES et nous saurons vaincre* », a-t-il soutenu.

Sidpayeté Éléonore OUÉDRAOGO

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

Hommage aux femmes de la Brigade verte



Le Chef de l'État a salué la bravoure des femmes de la Brigade verte qui, au quotidien, rendent propres les artères de la ville de Ouagadougou

Le mardi 5 mars 2024 pendant qu'elles étaient en pleine activité sur le Boulevard Thomas-Sankara, à Ouagadougou, les femmes de la Brigade verte ont reçu une visite inopinée du Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.

Cette visite initiée à l'orée de la 167^e Journée internationale des droits de la femme a été une occasion pour le Chef de l'État de magnifier les femmes burkinabè, modèles de combativité dans leurs secteurs d'activités. « *Nous célébrons les héros tous les jours particulièrement ceux qui tombent sur les champs de bataille ; mais en réalité, ce sont les femmes qui sont les vrais héros ; ce*

sont elles qui supportent les absences des hommes », a déclaré le Capitaine, Ibrahim TRAORÉ.

Selon le Président de la Transition, dans cette situation de guerre, de nombreuses femmes sont des déplacées internes. Elles sont également des chefs de ménages parce qu'elles ont perdu leurs époux, et souvent même leurs enfants

et leurs biens. *« C'est ce qui fait d'elles, des héros de notre Nation. Nous sommes donc venus transmettre ce message à toutes les femmes burkinabè qui sont les premières à se lever et les dernières à se coucher »*, a soutenu le Président de la Transition.

Le Chef de l'État a salué la bravoure des femmes de la Brigade verte qui, chaque jour, s'échinent à rendre propres les artères de la capitale. A travers elles, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ rend hommage à toutes les femmes du Burkina Faso, d'Afrique et du monde qui se battent pour un mieux-être et pour leur plein épanouissement.

Pour le Chef de l'État, cette journée dédiée à la femme donne l'occasion de mener la réflexion sur l'émancipation économique des femmes.



La visite du Chef de l'État aux femmes de la Brigade verte, une première, a été largement appréciée par l'opinion



Les femmes de la Brigade verte ont plaidé pour l'amélioration de leurs conditions de travail

Très satisfaites de la visite, les femmes de la Brigade verte ont traduit leur gratitude au Président de la Transition et salué les multiples initiatives prises dans le cadre de la reconquête du territoire national. Elles ont sollicité l'accompagnement du Capitaine Ibrahim TRAORÉ pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Alassane KABORÉ

SOUTIEN À L'ÉDUCATION

Des ordinateurs pour des élèves et étudiants vulnérables

Des ordinateurs ont été remis à des élèves et étudiants vulnérables, le lundi 18 mars 2024, à Ouagadougou par le Directeur de cabinet du Président de la Transition, Martha Céleste Anderson MEDAH. Il s'agit d'enfants de Forces de défense et sécurité (FDS) tombées pour la patrie et en situation de précarité, d'étudiants déplacés internes.



L'association AMONSOLI, selon son président Makido SORGHOU, envisage la mise en œuvre d'autres projets pour le développement du Burkina Faso



Le Directeur de cabinet du Président de la Transition, Martha Céleste Anderson MEDAH a invité les bénéficiaires à véhiculer des messages de paix à l'endroit de leurs communautés

Ce geste est l'œuvre d'une association dénommée Action mondiale pour la solidarité (AMONSOLI) dans le cadre de son projet "Ensemble, construisons un avenir numérique inclusif" qui joue ainsi sa partition dans la construction d'un Burkina Faso solidaire. L'action de l'association se veut une réponse à l'appel du Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ pour un élan de solidarité et de soutien aux efforts consentis par l'État burkinabè.

Pour le Directeur de cabinet du Président de la Transition, cette remise est « pleine de

symbolique en ce sens qu'elle est l'expression d'une solidarité agissante ». Martha Céleste Anderson MEDAH a invité les bénéficiaires à une utilisation optimale de ces outils, tout en leur adressant ses vœux de succès.

Il a, enfin, invité « *les autres acteurs, francs et sensibles au développement du Burkina Faso dans tous les secteurs, à s'inscrire dans la même dynamique à travers des actes concrets qui permettront à notre peuple de rester uni, solidaire, résilient et progressiste* ».

Boureima LANKOANDÉ



BLESSÉS EN OPÉRATION

**« Garder le moral et l'espoir »,
dixit le Capitaine
Ibrahim TRAORÉ**

Des échanges directs ont eu lieu, le jeudi 14 mars 2024, à Ouagadougou entre le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ et les blessés en opération, au cours de la conférence de 72 heures organisée autour de l'amélioration de leur prise en charge.

Les blessés en opération ont évoqué leur affectation dans des services moins contraignants et leur reconversion dans d'autres métiers ou fonctions

Le Chef de l'État a voulu cette rencontre dans la logique de rendre hommage à ces héros de la Nation, et surtout de leur rappeler que les autorités ne les oublient pas dans leur situation de blessure due à la guerre que mène notre pays contre le terrorisme depuis bientôt 10 ans. « *Garder le moral et l'espoir* », leur a-t-il dit.

Au cours des échanges, les participants ont reconnu les efforts consentis par le gouvernement à leur endroit et en ont remercié le Président de la Transition. Portant toujours les séquelles physiques pour certains et psychologiques pour d'autres, les participants, des blessés en opération ont saisi l'occasion pour formuler quelques doléances et préoccupations liées à leur état.

La question de la gestion des carrières, notamment les avancements et les stages, l'amélioration du plateau technique du centre médical des armées, la prise en charge psychologique des blessés en opération, leurs encouragements à travers les décorations, les primes d'opération, constituent des préoccupations majeures des interlocuteurs du Chef de l'État.

Le Président de la Transition a énoncé la Caisse d'assurance maladie des armées déjà opérationnelle, la formation et la reconversion en 2023 de certains blessés qui vont se poursuivre, la mise en place d'une agence pour la prise en charge de la gestion des carrières qui sera opérationnelle dans les prochains mois.

Boureima LANKOANDÉ



Le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a rappelé que des réformes et des réflexions sont en cours pour une prise en charge diligente et efficace des préoccupations

Plaidoyer pour l'instauration d'une journée d'hommage

La clôture de la conférence sur l'amélioration de la prise en charge des blessés en opération a été présidée par le Président de la Transition, Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, le jeudi 14 mars 2024, à Ouagadougou.



Avec cette rencontre, l'adoption de textes spécifiques sur les blessés en opération a aussi été proposée

Plus de 500 participants dont 300 blessés en opération ont mené la réflexion sur l'amélioration de la prise en charge des blessés et leur réinsertion socioprofessionnelle. Ils ont passé en revue les différents textes en matière de lutte contre le terrorisme et ceux relatifs au traitement réservé aux blessés.

A l'issue des travaux, les participants ont recommandé la création d'un service pluridisciplinaire pour la gestion des blessés en opération dans chaque entité et la création d'une structure autonome pour la prise en charge médicale en urgence des blessés et leur évacuation hors du pays.

La mise en place d'un programme spécial de réinsertion professionnelle au profit des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) blessés lors des opérations et des mobilisés, a aussi été proposée. A cela s'ajoute l'institution de dispositifs et stratégies de prises en charge psychologique, sociale et spirituelle dans chaque entité des Forces de défense et de sécurité.



Les blessés en opération souhaitent la réactivation de la commission de réformes des Forces armées nationales

En réponse, le Chef de l'État a assuré que des actions sont en cours pour améliorer leurs conditions. Il s'agit notamment du renforcement et de l'amélioration du plateau technique du centre médical des armées, de la prise en charge gratuite et rapide des blessés dans tous les centres hospitaliers régionaux du pays.

Sidpayaté Éléonore OUEDRAOGO

BITUMAGE DE VOIES URBAINES

Les initiatives communautaires encouragées

Une visite terrain des routes bitumées à Ouagadougou par des opérateurs économiques et des chefs d'entreprise a été conduite par le Directeur exécutif du Bureau national des Grands projets du Burkina, Wendpanga Bruno COMPAORÉ, le jeudi 15 février 2024, en compagnie du Coordonnateur de l'initiative présidentielle pour le développement communautaire, le Capitaine Marcel MEDA.



La visite de ces réalisations vise à encourager les initiateurs

Cette sortie s'est effectuée dans des secteurs des arrondissements 3, 9 et 12 de la ville de Ouagadougou, où des habitants ont réalisé le bitumage de voies de leur entourage dans la dynamique d'améliorer leur cadre de vie. Ces réalisations soutiennent l'Initiative présidentielle pour le développe-

ment communautaire, lancée par les autorités de la Transition dans une logique d'impliquer davantage les populations dans le développement du Burkina Faso, à travers des actions communautaires à fort impact social et économique, soutenues par les populations elles-mêmes.

« C'est notre voie pour quitter et rentrer chez nous, qui n'était pas praticable. Nous avons décidé, l'un à la suite de l'autre, de faire quelque chose pour la rendre plus viable. C'est ainsi que le voisin monsieur GUIRO a commencé ici ; par la suite (...) tous ceux qui sont dans le voisinage immédiat, sentant

qu'ils pouvaient faire quelque chose pour améliorer leur cadre de vie, ont posé l'acte », a indiqué Adama BITIÉ, juriste, promoteur, habitant de l'arrondissement 3.

« Lorsque nous sommes arrivés dans ce quartier, nous avons constaté que l'accessibilité était difficile. Les voies étaient inondées et les habitants souffraient. C'est ainsi que nous avons décidé de bitumer cette voie », a soutenu Idrissa DIENDÉRÉ, PDG de l'entreprise EDIF, habitant du quartier Marcoussis dans l'arrondissement 9.

« Cette réalisation c'est pour toute la population qui vit dans ce quartier-là (...). Nous appelons les parents et les



Plusieurs voies ont été bitumées par des riverains dans la ville de Ouagadougou

éducateurs à se pencher sur l'avenir ambitieux des enfants. C'est-à-dire l'éducation des enfants pour qu'ils soient ambitieux, qu'ils veuillent réaliser des grands projets pour eux-mêmes et pour toute

la Nation », a insisté Ahmad SAWADOGO, riverain d'une voie bitumée dans l'arrondissement 9.

Selon le Coordonnateur de l'Initiative pour le développement communautaire, le Capitaine Marcel MEDA, « à travers cette visite, il s'agissait pour nous de témoigner la gratitude du Chef de l'État à l'égard des Burkinabè patriotes qui ont posé des actes entrant dans le cadre du développement communautaire (...) et appeler l'ensemble des Burkinabè à emboîter le pas à tous ces donateurs pour qu'ensemble nous puissions tracer la route du développement communautaire ».

La visite des autorités a été très bien appréciée par les promoteurs de ces initiatives ainsi que les riverains des voies bitumées qui se sentent ainsi galvanisés.



Le Coordonnateur de l'Initiative pour le développement communautaire, le Capitaine Marcel MEDA a invité les bonnes volontés à agir

Boureima LANKOANDÉ

CENTRE PÉNITENTIAIRE AGRICOLE DE BAPORO

Accroître les superficies exploitables pour une plus grande productivité

Dans le cadre de l'Initiative présidentielle pour la production agricole et des actions de dynamisation du Centre pénitentiaire agricole de Baporo (CPAB) dans la province du Sanguié, le ministre de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les institutions, Garde des Sceaux, Edasso Rodrigue BAYALA et son collègue en charge de l'agriculture, Ismaël SOMBIÉ se sont rendus, le jeudi 21 mars 2024, dans ledit centre pour constater l'avancement des travaux de terrassement en cours.



Les travaux en cours devront permettre d'accroître les superficies exploitables du Centre pénitentiaire agricole de Baporo

Grâce à l'accompagnement de la mine HOUNDE GOLD OPERATION SA, d'une valeur de 40 millions FCFA, le CPAB a entrepris des travaux de débroussaillage, de dessouchage et de ripage croisé de près de

100 ha sur son site. Pour le ministre en charge de la justice, « *il s'agit de ressusciter Baporo pour l'autosuffisance alimentaire et pour la prise en charge alimentaire des détenus* ». Et pour la prochaine saison plu-

vieuse, il y est prévu l'emblavement de 500 à 1 000 hectares sur le site. Le ministère en charge de l'agriculture entend également accompagner le CPAB en intrants, en labours, en produits phytosanitaires, en semences pour une exploitation de 500 ha.



Pour le ministre en charge de la justice, « *il s'agit de ressusciter Baporo pour l'autosuffisance alimentaire et pour la prise en charge alimentaire des détenus* »

Avec tout cet accompagnement et la volonté affichée du Chef de l'État, « *nous pouvons produire pour nourrir les 8 000 détenus du Burkina Faso et la population, former les détenus, leur apprendre un métier et ils retourneront dans la société pour s'occuper de leurs familles* », a souligné le directeur général de l'administration pénitentiaire, Sabila SAWADO.

Moumini YAMÉOGO

USINE DE TRAITEMENT DES RÉSIDUS MINIERS

Valoriser l'expertise locale dans le secteur

Le lancement des activités de l'usine de traitement des résidus miniers, Golden Hand SA, dans la zone industrielle de Kossodo-Ouagadougou a été fait par le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, le mardi 23 janvier 2024.

Ambition nourrie depuis 10 ans, l'usine de traitement des résidus est aujourd'hui une réalité, et rime avec la dynamique des autorités de la Transition d'impulser un développement endogène basé sur l'utilisation de l'expertise locale dans la transformation de nos ressources nationales. Dans cette optique, le matériel de cette usine est entièrement conçu par des artisans burkinabè, selon le Président directeur général de Golden Hand SA, Joachim Marie Emmanuel TAPSOBA.

Et, évoquant ce matériel, le Président de la Transition parle d'une révolution. « *Le Burkina Faso est le deuxième pays en Afrique à développer cette technologie* », a indiqué le Chef de l'État qui dit être venu saluer l'ingéniosité des ingénieurs burkinabè.

La mise en place de cette usine permettra au Burkina Faso de traiter sur place et avoir un contrôle total des résidus miniers qu'il exportait autrefois pour le traitement. Avec la technologie maîtrisée, le Président de la Transition est



« *C'est une évolution positive du contexte de souveraineté et donc de prise en main de nos ressources* », le Capitaine Ibrahim TRAORÉ

confiant quant aux capacités des Burkinabè de maintenir les efforts dans la production des machines et à traiter efficacement les résidus miniers. Il a donc invité les pays voisins d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale à « *maintenant migrer vers le Burkina Faso avec les résidus miniers parce que nous avons la technologie pour les traiter* ».

Le Président de la Transition a réaffirmé sa confiance et son soutien aux ingénieurs et encouragé le secteur privé à investir au Burkina Faso.



Le Burkina Faso dispose de la technologie pour le traitement des résidus miniers

Boureima LANKOANDÉ

COMPLEXE TEXTILE IRO-TEXBURKINA À SOURGOU

Réhabiliter le tissu industriel au Centre-Ouest

Les travaux de construction d'un complexe textile IRO-TEXBURKINA ont été lancés, le vendredi 29 mars 2024, à Sourgou dans la province du Boulkiemdé par le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.

« Cette zone a été le fondement même de la première unité de transformation ; il était propice qu'une unité de transformation de coton puisse s'y implanter », a déclaré le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.

Il a soutenu que le Burkina Faso s'est lancé dans un processus d'industrialisation. Selon le Capitaine TRAORÉ, c'est à travers l'industrialisation « que nous pouvons créer assez d'emplois pour que la jeunesse puisse s'épanouir ».



Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a appelé IRO-TEXBURKINA à respecter le cahier des charges

Le Chef de l'État a également indiqué que le gouvernement est engagé dans ce projet avec la Société burkinabè de fibres textiles (SOFITEX), le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) et l'Union nationale des pro-

ducteurs de coton du Burkina (UNPCB).

IRO-TEXBURKINA va construire une unité sur une superficie de 42 hectares à Sourgou et une autre sur 50 hectares à Boromo avec un investissement total de 165 milliards FCFA. Ce complexe textile va générer plus de 4 000 emplois directs et 15 000 emplois indirects pour les deux sites.

Le Chef de l'État a invité les opérateurs économiques qui le désirent à venir investir au Burkina Faso. Il les a rassurés de l'engagement du gouvernement à accompagner leurs initiatives.



Le complexe textile IRO-TEXBURKINA va contribuer à lutter contre le chômage en créant plus de 4 000 emplois directs et 15 000 emplois indirects

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO

Les acteurs s'investissent pour le respect des délais

L'objectif de cette visite était de constater l'avancement des travaux, de s'enquérir des difficultés rencontrées par les entreprises et y apporter des solutions, d'inviter ceux qui sont encore sceptiques à s'engager dans les souscriptions, d'encourager les acteurs impliqués dans la réalisation du projet à tout mettre en œuvre pour livrer l'infrastructure dans les délais.



Les travaux sont à un niveau très avancé par rapport au délai imparti

Et c'est avec une satisfaction que le Directeur de Cabinet du Président de la Transition dé-

couvrir les bâtiments pousser
de terre qui, pour la plupart
sont déjà à un niveau avancé :

avec un taux de réalisation de 51 % pour environ 40 % de délais consommé.

« Nous sommes très optimistes quant à la suite parce que nous avons vu une équipe très engagée, jeune et motivée à atteindre les résultats qui leur ont été demandés », a soutenu le Directeur de cabinet du Président de la Transition.



Selon le Capitaine Martha Céleste Anderson MEDAH, il ne s'agit pas de se coller aux délais mais de mettre en service cette usine, si possible, avant même les délais contractuels

L'usine de transformation de tomate de Bobo-Dioulasso est bâtie sur une superficie de 3 hectares et va générer, à terme, au moins 150 emplois directs et plus de 10 000 emplois indirects.

Boureima LANKOANDÉ

ÉQUIPEMENT DES FORCES ARMÉES NATIONALES

Du nouveau matériel militaire remis au ministère de la défense



En remettant le matériel, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ dit attendre des résultats à la hauteur des sacrifices consentis

Un important lot de matériel militaire a été remis, le vendredi 12 janvier 2024, à Ouagadougou, par le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, au ministère de la Défense et des Anciens combattants. Ce matériel acquis grâce aux diverses contributions des citoyens burkinabè est composé de moyens roulants, d'armes de combat et de munitions.

L'acquisition du matériel s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique d'équipement des forces armées nationales. En remettant ce matériel, le Chef de l'État a invité le ministre de la Défense et des Anciens combattants à « commencer le développement tant attendu de la guerre ».

« Si quelque chose vous manque, revenez vers moi et je saurai repartir vers le peuple. Nous attendons des résultats », a précisé le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.

Le ministre en charge de la défense, Kassoum COULIBALY a rassuré le Président de la Transition de l'utilisation du matériel

reçu « à bon escient, sachant que ce sont les contributions faites à partir de la sueur de l'ensemble de ce peuple burkinabè ».

Il a remercié les Burkinabè qui consentent d'énormes efforts

pour le retour de la paix dans notre pays et rappelé que l'acquisition de ce lot de matériel est la première d'une série prévue dans le cadre du plan stratégique d'équipement annoncé par le Chef de l'État.

Sidpayeté Éléonore OUÉDRAOGO



Le premier lot de matériels est composé de moyens roulants et de matériels de combat

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-OUEST

Lancement de la 3^e édition du SICOT

Le lancement officiel des activités de la 3^e édition du Salon international du coton et du textile (SICOT) a eu lieu, le vendredi 26 janvier 2024, à Koudougou, sous la présidence du Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.



Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a souligné la nécessité de compter sur les ressources internes pour transformer les matières premières et développer un modèle économique endogène et inclusif

A cette occasion, le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a soutenu que l'entrée en vigueur de l'Accord de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) constitue un atout majeur pour l'industrialisation et l'investissement pour l'ensemble des États africains. Aussi, cette 3^e édition du SICOT a offert

aux participants une grande opportunité d'échanges sur la meilleure façon d'exploiter l'accord de la ZLECAf pour améliorer la compétitivité de tous les maillons de la chaîne de valeur du coton en vue d'assurer une croissance économique inclusive, soutenue et pourvoyeuse d'emplois.

La représentante de la République togolaise, pays invité d'honneur à cette 3^e édition du SICOT, Mme Afawoubo Afi AKOUYOVI, directrice générale de l'Industrie, a salué la justesse de la vision des autorités burkinabè à travers l'organisation du SICOT qui est révélatrice « *de notre détermination à transformer le coton pour soutenir le développement de nos pays* ».



Cette 3^e édition du SICOT a permis aux acteurs de la filière de mener la réflexion et d'envisager des modèles d'industrialisation pour une transformation locale du coton africain

La 3^e édition du SICOT s'est déroulée, du 26 au 27 janvier 2024, à Koudougou dans la région du Centre-Ouest sous le thème : « *La transformation locale du coton : quels modèles d'industrialisation pour l'Afrique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ?* ».

Moumini YAMÉOGO

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-OUEST



La formation aux métiers, le statut des autorités coutumières et religieuses, la gestion du foncier figurent parmi les préoccupations évoquées par les forces vives

Les forces vives renouvellent leur soutien au Chef de l'État

En marge du Salon international du coton et du textile (SICOT), le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a eu, le jeudi 26 janvier 2024, à Koudougou, des échanges directs avec les forces vives de la région du Centre-Ouest.



Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a néanmoins rappelé que la priorité reste le combat pour la liberté

Venus des quatre provinces de la région, les forces vives ont exprimé leur soutien au Chef de l'État, et renouvelé leur détermination à accompagner la mise en œuvre de la Transition. A tour de rôle, autorités coutumières, religieuses, OSC, couches socioprofessionnelles, personnes déplacées internes, représentants des provinces du Boulkiemdé, du Sanguié, de la Sissili et du Ziro ont réaffirmé leur engagement aux côtés des autorités de la Transition.

Les forces vives de la région du Centre-Ouest ont remercié le Chef de l'État pour les efforts consentis dans la lutte contre le terrorisme et les acquis engrangés sur le chantier du développement de la région et du Burkina Faso. Elles ont saisi cette occasion, pour égrener

quelques préoccupations liées aux infrastructures routières, socioéducatives, économiques et de formation technique et professionnelle, au financement des projets de jeunes et des femmes dans le domaine agricole, à l'apurement de la dette intérieure, à l'aménagement des espaces culturels pour la production agricole.

Le Capitaine Ibrahim TRAORÉ dit être conscient de l'importance et de l'urgence des préoccupations soulevées par les forces vives. Certaines préoccupations sont déjà prises en compte et sont en cours de résolution ; d'autres font l'objet d'étude afin que des solutions appropriées y soient trouvées.

Boureima LANKOANDÉ

A Sabou, une population en liesse salue les actions de la Transition



La population de Sabou est sortie nombreuse pour saluer les actions engagées par le Capitaine Ibrahim TRAORÉ

De retour de Koudougou où il a présidé la cérémonie d'ouverture de la 3^e édition du Salon international du coton et du textile (SICOT) et échangé avec les forces vives de la région du Centre-Ouest, le Président de la Transition, Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a eu droit à un bain

de foule dans la commune de Sabou, dans l'après-midi du vendredi 26 janvier 2024.

Sortie nombreuse pour saluer le passage du Chef de l'État, la population de Sabou, dans la région du Centre-Ouest a marqué son adhésion à la vision du Président Ibrahim TRAORÉ.

Elle a encouragé le Chef de l'État pour les nombreuses actions entreprises en faveur du retour de la paix et la reconstruction d'une nation prospère.

Lassané OUÉDRAOGO

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-OUEST

Autorités administratives et coutumières invitées à relancer la machine du développement



Des objets, symbole de la royauté, ont été remis au Chef de l'État par les autorités coutumières de la région

Présent à Koudougou dans le cadre de l'édition 2024 du Salon international du Coton et du Textile (SICOT), le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a, au cours d'une audience le vendredi 26 janvier 2024, invité les autorités administratives et coutumières de la région du Centre-Ouest à relancer la machine du développement.

Pour le gouverneur de la région, Boubacar Nouhoun TRAORÉ, les échanges avec le Chef de l'État, ont porté sur les préoccupations de leur localité. Les autorités coutumières, elles, ont remercié le Chef de l'État pour tout ce qu'il fait afin que notre pays retrouve la paix.

Sidpayeté Éléonore OUÉDRAOGO



Les autorités administratives et coutumières du Centre-Ouest se sont engagées à travailler, chacune de son côté, pour le retour de la paix



Focus sur la transformation du coton avec la Chambre de commerce



Selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie, Mahamadi SAVADOGO, seulement 1 % du coton produit dans la plupart des pays africains est transformé, le reste est exporté à l'état brut

En marge de la cérémonie d'ouverture de la 3^e édition du Salon international du coton et du textile (SICOT) qui s'est tenue à Koudougou, le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience une délégation des Hommes d'affaires du Burkina Faso, le 26 janvier 2024. Conduite par le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, Mahamadi SAVADOGO, la délégation a évoqué la question de l'industrialisation et les moyens à mobiliser pour la transformation du coton afin de lui donner une plus-value.



Lassané OUÉDRAOGO

Le Président de la Transition a invité les Hommes d'affaires à prendre des dispositions pour que le coton soit transformé sur place

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-EST

Hommage aux femmes au cours du 8-Mars 2024

En séjour dans la région du Centre-Est, le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a eu des échanges directs avec les forces vives de la région, le vendredi 8 mars 2024 à Tenkodogo. Venus des provinces du Boulgou, du Koulpélogo et du Kouritenga, les filles et fils de la région ont échangé avec le Chef de l'État sur la marche de la Transition et les préoccupations liées à l'épanouissement de la femme et au développement de la région.

Dans son mot introductif, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a

rendu hommage aux femmes à l'occasion de la 167^e Journée internationale des droits de la femme. *« Ce jour 8 mars consacre la célébration de la Journée de la femme ; nous avons décidé de rendre hommage à toutes ces guerrières, à toutes ces amazones à l'image de la princesse Yennenga, de Guimbi Ouattara et de toutes ces amazones qui se battent contre l'ennemi »*, a indiqué le Chef de l'État. Cette journée est une occasion de célébrer les femmes déplacées internes, ces femmes devenues responsables de ménages du fait du



Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a rappelé la nécessité de l'engagement de tous les Burkinabè pour l'atteinte des objectifs de la Transition

terrorisme, toutes ces femmes qui se battent, jour et nuit, pour apporter le minimum vital à leur famille, a-t-il rappelé.

Les forces vives du Centre-Est ont saisi l'occasion pour exposer au Chef de l'État les préoccupations liées au développement socioéconomique de leur région. En réponse, le Chef de l'État a annoncé des mesures qui devront apporter des solutions aux préoccupations soulevées.

Lassané OUÉDRAOGO



Les préoccupations des forces vives de la région exposées au Chef de l'État ont tourné autour de la question sécuritaire, l'employabilité des jeunes, les infrastructures routières

Forces combattantes : renforcer les initiatives de défense

Au cours de son séjour dans la région du Centre-Est, les 7 et 8 mars 2024, le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ est allé féliciter et encourager les Forces de défense et de sécurité (FDS) à la garnison de Tenkodogo et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) de la région qui contribuent à la sécurisation de la zone.



Dans les localités jadis sous emprise terroriste, « grâce à vous, la vie a repris. Les gens travaillent et c'est une fierté », a soutenu le Capitaine TRAORÉ

« Nous avons beaucoup de victoires. Nous sommes en pleine offensive actuellement. Mais il y a des situations qui entachent la guerre ; et je tenais à voir certaines positions pour m'enquérir de votre situation de défense », a indiqué le Chef de l'État aux forces combattantes de la région. « La guerre n'est pas encore finie (...) et toutes les positions sont susceptibles d'être attaquées », a-t-il rappelé ; il ne faut donc pas baisser la garde, mais plutôt redoubler de vigilance.

Le Président de la Transition a invité les VDP, leurs instructeurs et l'ensemble des forces combattantes de la région à renforcer leurs techniques et stratégies de protection, d'autodéfense et de défense. Pour ce faire, les initiatives et le partage d'expériences au sein des différents groupes restent



Les forces combattantes veillent nuit et jour à la sécurisation de cette région qui abrite le projet Bagrépôle

essentiels pour une action efficace. Le Capitaine TRAORÉ a dit être conscient des difficultés et des préoccupations diverses que rencontrent les différentes forces combattantes

et a alors promis d'y apporter des solutions adéquates et diligentes.

Boureima LANKOANDÉ

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-EST

Autopsie du projet incubateur des étudiants en formation à Bagré

Les jeunes étudiants en immersion dans le secteur de l'agriculture à Bagrépôle ont reçu, le jeudi 7 mars 2024, la visite du Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, sur leurs exploitations agricoles à Bagrépôle. L'immersion s'inscrit dans le cadre du projet Incubateur de technologies dans le domaine agro-sylvo-pastoral et connexe de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et des innovations (ANVAR).

Le Président de la Transition, fidèle à ses engagements, a effectué cette visite en vue de constater ce qui est fait par les étudiants en fin de cycle dans les filières agricoles et qui sont dans une phase pratique sur ce site stratégique. « *L'initiative, nous l'avons lancée avec le ministre de l'Enseignement supérieur et vous êtes les pionniers* », a rappelé le Chef de l'État qui a rassuré ces étudiants de l'accompagnement à leur endroit, chacun selon ses besoins superficiels et matériels.

Des forages et les premiers kits (intrants et semences) seront donc mis à leur disposition, à l'issue de leur incubation, afin qu'ils puissent bien s'installer et produire à temps plein, dans la logique de l'objectif de l'autosuffisance alimentaire.

« *Nous souhaitons aussi que vous soyez bientôt des instructeurs. Ce que vous avez appris, forcément d'autres personnes viendront travailler avec vous pour apprendre afin que nous*



Le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a encouragé les étudiants et les a appelés à être une vitrine pour la jeunesse

puissions élargir la base de cette jeunesse agro business-man », a souligné le Président de la Transition. Il a, en outre, félicité et encouragé ces jeunes pour leur engagement dans le domaine agricole.

« *Nous allons faire de vous des modèles pour que vous puissiez être une vitrine qui va attirer les autres jeunes à s'y investir (...). Vous devrez amener les autres jeunes à s'intéresser à la terre, à produire et à transformer* », a insisté le Capitaine Ibrahim TRAORÉ.

Surpris et surtout fiers de cette visite du Président de la Transition, ces jeunes étudiants ont salué un acte fort qui restera gravé dans leur esprit tout en réaffirmant leur détermination et leur choix.

L'agriculture est un domaine qui passionne beaucoup Roukia GUÉBRÉ : « *Nous sommes là, il y a environ 8 mois. Nous avons fait la campagne pluvieuse, et nous faisons la campagne sèche. Nous produisons la tomate, la pomme de terre. Il y a le blé qu'on produit*



Le champ expérimental de l'incubation mettra à niveau les étudiants pour leur future vie agricole

aussi et l'oignon ». Lançant un appel aux autres jeunes à adhérer à l'initiative, elle espère, à la fin de l'incubation, posséder sa propre exploitation où elle produira beaucoup de spéculations.

Soutonnoma Gaël Sorgho également passionné de l'agriculture, compte, après cette formation, se lancer dans la production de semences. « *Je vais veiller à avoir mon agrément de commerce pour pouvoir produire et vendre* », a-t-il dit.

Parlant de la visite du Chef de l'État, il évoque un acte inoubliable. « *Je vois que les plus hautes autorités du pays comptent sur nous. L'opportunité qu'on a eu de venir ici, était la meilleure pour moi* », a soutenu le jeune étudiant.

Dans la logique de sa vision pour l'autosuffisance alimentaire, le Président de la Transition a également visité le champ de blé en expérimentation sur des dizaines d'hectares dans le périmètre irrigué de Bagrépôle. Le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a donc constaté, au cours de cette visite, le succès de cette culture qui va, sans doute, accompagner la réalisation de sa vision.

Boureima LANKOANDÉ



Les jeunes étudiants en immersion ont réitéré leur détermination à accompagner la réalisation de la vision du Chef de l'État en matière d'autosuffisance alimentaire

SÉJOUR DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE CENTRE-EST

Religieux et coutumiers saluent les actions du Chef de l'État



Les leaders religieux et coutumiers ont traduit leur gratitude au Chef de l'État pour l'ensemble des actions qu'il a entreprises pour le Burkina Faso

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience, le jeudi 7 mars 2024, à Tenkodogo, une délégation des représentants des autorités religieuses de la région du Centre-Est et une

délégation des leaders coutumiers, mandatés par le Dima de Zoungratenga, Naaba Guigem-Pollé. Cette audience a été une occasion pour les leaders religieux et coutumiers de traduire leurs encouragements

au Chef de l'État et de réaffirmer leur engagement à soutenir les actions de la Transition.

Moumini YAMÉOGO

Les autorités administratives lui renouvellent leur soutien



Le Chef de l'État a invité les autorités administratives à prendre des initiatives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme



Le rôle de l'administration, c'est d'aller vers la population et de tout mettre en œuvre pour qu'elle soit capable de se protéger et de protéger les autres, selon Constantin DABIRÉ

En séjour dans la région du Centre- Est, le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a accordé une audience aux autorités administratives, le jeudi 7 mars 2024, à Tenkodogo. Les chefs de circonscriptions administratives se sont engagés à toujours soutenir « *le Président de la Transition, les forces de défense et de sécurité* ». Selon le Haut-Commissaire de la province du Boulgou, porte-parole de la délégation, Constantin DABIRÉ, ils ont reçu des instructions relatives à leurs attributions qui vont au-delà de la routine.

Sidpayeté Éléonore OUÉDRAOGO

AUDIENCES

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTE DU FASO

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ
au cours de l'audience accordée le 21 mars 2024
au Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme

LIGUE DES CONSOMMATEURS

Plaidoyer auprès du Chef de l'État pour une amélioration des conditions de vie



Les échanges entre le Chef de l'État et la délégation de la LCB ont porté sur l'amélioration des conditions de vie des consommateurs



La LCB a demandé au Chef de l'État de « siffler la fin de la récréation pour que le consommateur cesse d'être l'objet d'exactions »

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a accordé, le lundi 4 mars 2024, à Ouagadougou, une audience à une délégation de la Ligue des consommateurs du Burkina Faso (LCB) conduite par son premier responsable, Dasmané TRAORÉ. Les problématiques liées à la qualité des soins de santé et des produits pharmaceutiques, à la cherté, à la mauvaise qualité des services de communication électroniques et aux pénuries artificielles du gaz butane créées par certains revendeurs ont été abordées par la LCB au cours de l'audience.

Moumini YAMÉOGO

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNICATION

Bientôt les états généraux de la communication et des médias



Les échanges de la délégation du CSC avec le Chef de l'État permettent de mettre en route une véritable machine de veille



« Nous avons aussi des études qui permettent de mieux connaître notre marché et de réunir les uns et les autres », selon le président du CSC, Idrissa Ouedraogo

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a accordé une audience au collège des conseillers du Conseil supérieur de la Communication (CSC), le lundi 19 février 2024, à Ouagadougou. Le président du CSC, Idrissa Ouedraogo a expliqué qu'avec la nouvelle loi, les attributions de l'institution se sont élargies. Il s'agit des missions de régulation, de médiation et de renforcement des capacités. Il a annoncé la tenue des états généraux de la communication et des médias dont l'objectif est d'amener les acteurs à se parler et identifier les points d'obstacles.

Sidpayeté Éléonore Ouedraogo

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le rapport d'activités 2022 de l'ASCE/LC remis au Chef de l'État



La remise chaque année du rapport général d'activités de l'ASCE/LC au Chef de l'État répond à une obligation légale

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu, le mardi 30 janvier 2024, à Ouagadougou, le rapport général d'activités 2022 de l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE/LC). Pour le Contrôleur général d'État adjoint chargé de l'intérim du Contrôleur général d'État, Urbain MILLOGO, il s'est agi pour la délégation de l'ASCE/LC de satisfaire une obligation légale qui est la remise, chaque année, du rapport général d'activités au Chef de l'État.



Le Contrôleur général adjoint chargé de l'intérim, Urbain MILLOGO a annoncé une conférence de presse pour mieux expliquer le contenu du rapport

Le rapport contient entre autres le bilan des activités et des missions effectuées au niveau des ministères, les investigations, les activités de prévention, le suivi des recommandations, les audits et déclarations d'intérêt de patrimoines.

Lassané OUÉDRAOGO

COUR DES COMPTES

Le rapport public 2022 remis au Chef de l'État

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu, le vendredi 16 février 2024, à Ouagadougou, le rapport public 2022 de la Cour des comptes. Le Premier Président de la Cour des comptes, Latin PODA a indiqué que le rapport a relevé des irrégularités frappantes au niveau du Fonds spécial routier du



Le rapport remis au Chef de l'État, a relevé beaucoup d'irrégularités dans la gestion des finances publiques



La Premier président de la Cour des comptes, Latin PODA, a souhaité une prise en charge des problèmes soulevés par les décideurs

Burkina (FSR-B), des partis et formations politiques et dans certains projets et programmes. M. PODA dit espérer que les problèmes soulevés seront pris en charge par les décideurs publics en vue d'un changement dans la gouvernance des finances publiques.

Alassane KABORÉ

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

La CIL remet son rapport d'activités 2022 au Chef de l'État



Plus de 190 projets ont été mis en œuvre en lien avec les données à caractère personnel au cours de l'année 2022



La présidente de la CIL a sollicité l'accompagnement du Chef de l'État pour la construction du siège de l'institution

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu, le vendredi 23 février 2024, à Ouagadougou, le rapport public d'activités 2022 de la Commission de l'information et des libertés (CIL).

Selon la présidente de la CIL, Dr Halguieta NASSA/TRAWINA, dans le domaine de l'information et de la sensibilisation, environ 15 000 personnes ont été formées à l'usage responsable des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Les plaintes enregistrées par l'institution sont entre autres le non-respect de la réglementation et l'usage illicite des plateformes numériques.

Sidpayeté Éléonore OUÉDRAOGO

COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE

Le Chef de l'État reçoit le rapport public 2022-2023

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a remis, le vendredi 23 février 2024, à Ouagadougou, au Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, son rapport public 2022-2023. Ce rapport de 90 pages retrace les activités et les actions menées par l'institution au cours de la période 2022-2023, a dit le Président de la CENI, Elysé OUÉDRAOGO. Selon lui, au cours de la période 2022-2023, l'institution a travaillé à renforcer les capacités des commissaires et du personnel « *pour nous permettre de monter en professionnalisme de sorte que les échéances à venir, lorsque les autorités auront apprécié et décidé du moment des élections, nous puissions être prêts pour réussir le pari* ».

Lassané OUÉDRAOGO



Le Chef de l'État a reçu le rapport public 2022-2023 de la CENI des mains de son président



« Nous n'avons pas encore un calendrier électoral ; mais au niveau de la CENI, cela ne signifie pas que nous sommes sans activité », a indiqué le président de la CENI

FILIÈRE COTON

Les producteurs sollicitent l'accompagnement du Chef de l'État



Le Chef de l'État a promis trouver des solutions aux difficultés énoncées, selon le président de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina, Nikiebo N'KAMBI

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience, le vendredi 16 février 2024, à Ouagadougou une délégation de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB). Selon, le président de l'UNPCB, Nikiebo N'KAMBI, la délégation a fait, au Chef de l'État, le bilan de la campagne cotonnière. Des difficultés liées à l'insécurité et au prix élevés des intrants ont impacté les rendements de la campagne écoulée (405 000 tonnes réalisées pour 600 000 attendues). Les producteurs de coton ont donc plaidé pour une révision à la baisse des coûts des intrants entrant dans la production cotonnière.

Boureima LANKOANDÉ



La baisse de la production est liée à l'insécurité et au coût élevé des intrants, a dit le président de l'UNPCB

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

Le Chef de l'État échange avec une délégation de députés maliens



Les parlements des deux pays s'engagent à se rapprocher davantage pour rendre plus active la diplomatie parlementaire

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, a reçu en audience, le jeudi 25 janvier 2024, à Ouagadougou, une délégation de députés du Conseil national de Transition de la République du Mali. En séjour dans notre pays dans le

cadre d'une visite de travail et de partage d'expériences avec les parlementaires burkinabè, la délégation est venue faire le point des travaux au Chef de l'État burkinabè. Selon madame Diarra Raky TALLA, Chef de la délégation malienne, les

députés du Burkina Faso et de la République du Mali ont réitéré leur ferme volonté de travailler pour rendre la diplomatie parlementaire plus active.

Alassane KABORÉ

ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

Une délégation des ministres reçue par le Président de la Transition



La délégation a bénéficié des conseils et recommandations du Président de la Transition burkinabè pour une matérialisation de la vision commune des trois Chefs d'État



Un sommet des Chefs d'État de l'AES est en préparation, selon le chef de délégation

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, a reçu, en audience une délégation des ministres des pays

membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), le jeudi 15 février 2024, à Ouagadougou. La délégation conduite par

le Ministre d'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du Mali, le Colonel Abdoulaye MAÏGA a rendu compte des conclusions des travaux des experts au Capitaine Ibrahim TRAORÉ. Ils ont, en effet, mené la réflexion sur des sujets d'intérêt commun, élaboré un traité portant création d'une Confédération et formulé des propositions pour une architecture institutionnelle de l'AES.

Sidpayeté Éléonore Ouedraogo

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

La BOAD s'engage à poursuivre ses investissements dans notre pays



Le Chef de l'État et son hôte ont fait un tour d'horizon du portefeuille de notre pays au sein de la BOAD



L'audience a été une occasion pour le Président de la BOAD de présenter au Chef de l'État, la situation de la Banque, ses résultats, ses ambitions, son plan stratégique

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a accordé, le vendredi 1^{er} mars 2024, à Ouagadougou, une audience au président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge EKUE. Au cours de l'entretien, le Chef de l'État et son hôte ont fait un tour d'horizon du portefeuille de notre pays au sein de la BOAD. A cet effet, « *nous avons rassuré le Chef de l'État de l'engagement de la BOAD à poursuivre ses investissements dans les secteurs importants, notamment celui de l'agriculture et celui de l'énergie* », a soutenu Serge EKUE.

Moumini YAMÉOGO

AUTONOMISATION DE LA FEMME

Le Chef de l'État reçoit une délégation du projet SWEDD



« Le Président de la Transition nous a donné ses orientations par rapport à ce programme important spécialisé dans l'autonomisation des femmes et des filles », a dit le ministre mauritanien de l'Éducation, Moustapha Ould DAHI, chef de délégation

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience, le jeudi 29 février 2024, à Ouagadougou, une délégation des participants de la 7^e session ordinaire du Comité de pilotage du projet régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel (SWEDD). La délégation conduite par le ministre mauritanien de l'Éducation, Moustapha Ould DAHI, représentant le président du comité régional de pilotage du projet SWEDD, a présenté au Chef de l'État, les conclusions de la rencontre.

Boureima LANKOANDÉ



Pour le nouveau président du comité régional de pilotage, Robert Lucien Jean Claude KARGOUGOU, il s'agit de consentir un investissement substantiel dans l'éducation des filles et la formation des femmes

COOPÉRATION AVEC L'ARABIE SAOUDITE

L'ambassadeur saoudien apprécie la qualité des relations



Le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ et son hôte ont parlé de coopération entre les deux pays



Le diplomate saoudien, Fahad ALDOSARI a exprimé la solidarité de son pays au peuple Burkinabè

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience, le mardi 30 janvier 2024, à Ouagadougou, l'Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite au Burkina Faso, Fahad ALDOSARI. Le diplomate saoudien a parlé de renforcement de la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines stratégiques dont la santé et la sécurité. Il a transmis les remerciements du Roi saoudien au Chef de l'État burkinabè pour son leadership et pour la qualité des relations diplomatiques que notre pays entretient avec le Royaume d'Arabie Saoudite.

Alassane KABORÉ

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Bientôt cinq mille jeunes en formation



Le Directeur général de Huawei Burkina, Christophe LIU a fait le point des projets en cours au Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ



De concert avec le ministère en charge de la Transition digitale, Huawei va former plus de cinq mille jeunes, selon Christophe LIU

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, a reçu en audience le Directeur général de Huawei Burkina, Christophe LIU, le vendredi 22 mars 2024, à Ouagadougou. Christophe LIU a fait, au Chef de l'État, le point de la mise en œuvre des projets initiés avec le gouvernement. Ces projets concernent la sécurité urbaine, l'électrification des zones rurales, l'accès à Internet et la formation des jeunes talents aux technologies de l'information et de la communication, notamment cinq mille jeunes, a indiqué Christophe LIU.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO

SITUATION SÉCURITAIRE

Les Nations Unies, solidaires du Burkina Faso



Le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme s'est dit solidaire du peuple Burkinabè



Volker TÜRK a souhaité que les droits humains soient traités de façon holistique et compréhensive

Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ a reçu en audience, le jeudi 21 mars 2024, à Ouagadougou, le Haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'Homme, Volker TÜRK, venu exprimer sa solidarité au peuple burkinabè dans ce contexte à fort défis sécuritaires et de renforcer le partenariat entre notre pays et son institution. Les droits de l'Homme sont aussi des questions de droits socioéconomiques et de développement. « *Et c'est étroitement lié aux questions de sécurité* », a indiqué M. TÜRK qui s'est dit satisfait de son entrevue avec le Président de la Transition.

Alassane KABORÉ

A man with a shaved head, wearing a blue, white, and black vertically striped traditional African shirt, is seated in a black office chair. He is gesturing with both hands, palms facing each other, as if explaining something. The background is a plain, light-colored wall with a brown curtain on the left.

ENTRETIEN

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTIE DU FASO

Le Chef de l'État a donné des instructions afin que nous puissions concevoir et mettre en place un modèle économique robuste garantissant la pérennité des entreprises créées

ENTREPRENEURIAT COMMUNAUTAIRE

« Notre ambition est de mobiliser plus de 100 milliards FCFA en deux ans », Karim TRAORÉ, DG de l'APEC

Un Burkina Faso souverain et prospère, à travers l'engagement populaire et l'implication de tous les Burkinabè pour la construction du pays, c'est la vision des autorités de la Transition dirigée par le Capitaine Ibrahim TRAORÉ. Cette volonté a suscité la mise en place de l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire (APEC). Après le lancement des travaux de construction de l'usine de transformation de tomate de Bobo-Dioulasso dans le cadre de l'actionnariat populaire, nous nous sommes entretenus, le 15 avril 2024, avec le Directeur général de l'APEC, Karim TRAORÉ qui parle de cet ambitieux projet et des perspectives de l'entrepreneuriat communautaire promu par l'agence.

Les Cahiers de la Présidence du Faso (C.P.F.) : Le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ dans sa volonté de promouvoir un développement endogène de notre pays, a lancé en juin 2023, l'entrepreneuriat communautaire par actionnariat populaire. Aujourd'hui, quel bilan peut-on faire de cette initiative volontariste du Président de la Transition, mise en œuvre par l'APEC ?

Karim Traoré (K.T.) : Au bout de 10 mois de mise en œuvre, nous avons enregistré plus de 250 000 adhésions en qualité de membres souscripteurs, pour 10,1 milliards FCFA collectés.

Grâce à cette dynamique d'adhésion, nous avons complété le budget d'investissement de la Société Faso Tomate (SOFA-TO) en construction à Yako, et avons engagé la construction d'une usine de transformation de tomate à Bobo-Dioulasso. Par ailleurs, les études de faisabilité des autres projets du

premier lot sont achevées et les projets prêts à démarrer. Il s'agit d'une mine semi-mécanisée dans le Sud-Ouest (Doubema), d'une centrale d'achat des produits agricoles et d'une deuxième usine de transformation de tomate à Tenkodogo.

C.P.F. : Êtes-vous satisfait de l'engouement des Burkinabè de l'intérieur et de la diaspora autour de cette initiative ?

K.T. : Notre ambition est de mobiliser plus de 100 milliards F CFA en deux ans, pour



L'usine de transformation de tomate de Bobo-Dioulasso a un capital d'investissement estimé à 8 milliards FCFA, avec une prise de participation de l'État via l'APEC à hauteur de 20 %



A terme, l'usine aura une capacité de transformation de 100 tonnes de tomate fraîche par jour et va générer 150 emplois directs et plus de 10 000 emplois indirects

3 millions d'adhérents. Nous sommes néanmoins conscients qu'il nous faut au préalable concrétiser un ou deux projets témoins avant d'obtenir l'adhésion massive des populations. Le rythme des adhésions est donc plus ou moins conforme à notre plan de marche, car la cadence va bientôt s'accélérer. La diaspora est encore insuffisamment touchée par notre communication ; mais des projets de déploiement sont en cours dans les toutes prochaines semaines. C'est un segment sur lequel nous comptons beaucoup : la diaspora a toujours joué un rôle crucial dans le décollage économique des pays qui ont réussi leur développement.

C.P.F. : L'un des projets phares lancés dans le cadre de l'entrepreneuriat communautaire est la construction d'une usine de transformation de tomate à Bobo-Dioulasso. Parlez-nous de cette usine en termes de structuration/composition, de capacité de production, de création d'emplois, de chiffre d'affaires.

K.T. : Après la pose de la première pierre le 23 septembre 2023 par le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ lui-même, les travaux ont effectivement démarré en fin novembre 2023 pour un délai d'exécution de huit mois. Le défi pour nous, c'est faire en sorte que les cérémonies de pose de premières pierres de

nos projets ne soient pas seulement symboliques. Les travaux doivent immédiatement démarrer dans la foulée. Ce qui suppose que toutes les procédures administratives soient réglées avant.

L'usine de transformation de tomate de Bobo-Dioulasso a un capital d'investissement estimé à 8 milliards F CFA, avec une prise de participation de l'État via l'APEC à hauteur de 20 % du capital social, le reste étant mobilisé par l'actionnariat populaire. L'usine a une capacité de transformation de 100 tonnes de tomate fraîche par jour. Cette usine permettra de créer 150 emplois directs et plus de 10 000 emplois indirects.

Le chiffre d'affaires annuel

est estimé à 4 milliards F CFA pour la première année pour atteindre 6,8 milliards F CFA à compter de la 5^e année. Il faut noter que l'unité est extensible à la production de purée et de jus de mangue ; ce qui augmentera la rentabilité de l'usine.

C.P.F. : La fin des travaux de construction de l'usine est prévue en fin juin. Quelle est la stratégie de mise en route pour un bon fonctionnement ? Je veux parler de la fourniture en matière première principalement qui est la tomate (partenariat avec des producteurs, production interne, etc.).

K.T. : Les orientations du Chef de l'État par rapport à l'approvisionnement en tomate fraîche sont claires : rechercher l'impact social maximal en impliquant les petits producteurs, et fixer des prix d'achat de la tomate fraîche suffisamment rémunérateur pour le producteur afin qu'une très bonne proportion de la valeur créée puisse bénéficier au producteur.

Pour nous assurer de la disponibilité immédiate en qualité et en quantité au démarrage en juillet-août, nous nous sommes adossés au ministère de l'Agriculture pour nous aider à organiser la production dans 3 régions à savoir les Hauts-Bassins, les Cascades et la Boucle du Mouhoun. Selon le format d'une agriculture contractuelle, nous préfinançons les intrants

au profit des producteurs sélectionnés par les directions régionales de l'agriculture.

Après cette phase, nous passerons à une collaboration étroite avec les petits producteurs.

C.P.F. : La disponibilité de la matière première constitue un défi pour le fonctionnement régulier de l'usine ; qu'est-ce que vous entrevoyez avec les producteurs pour assurer un approvisionnement pérenne de l'usine en tomate ?

K.T. : Pour nous assurer d'un approvisionnement régulier en quantité et en qualité, nous prévoyons un partenariat avec les directions régionales de l'agriculture pour expérimenter « *l'agriculture contractuelle* ». Ce partenariat permettra de s'assurer de l'utilisation de la bonne variété, du respect de l'itinéraire technique et du respect du contrat de livraison. Cela concernera tous les producteurs se trouvant dans le rayon optimal de transport de la tomate vers l'usine.

C.P.F. : Parlez-nous, monsieur le Directeur général, de la qualité de la production. Qu'est-ce qui fera la différence des produits de l'usine d'avec ceux qui sont déjà sur le marché, et pourrait être un avantage comparatif pour cette usine ?

K.T. : Le 1^{er} avantage que nous avons, c'est la qualité de la matière première. La tomate du

Burkina Faso a une texture et un goût qui la placent parmi les meilleures de la sous-région ; c'est ce qui justifie l'engouement et l'intérêt des pays frontaliers qui sont les principaux clients de la tomate fraîche burkinabè. Cela représente donc un avantage pour nous. Le deuxième avantage, c'est la qualité du produit fini. Nous avons choisi de ne pas utiliser d'additifs pour gagner du volume, car cela représente un enjeu de santé publique. Notre communication va porter là-dessus. Et pour finir, notre dispositif de production nous permettra de sortir un produit fini compétitif par rapport aux produits importés, suivant l'étude de marché réalisée. Il ne faut pas aussi négliger le caractère populaire du projet : tous les souscripteurs sont aussi de potentiels consommateurs !

C.P.F. : Beaucoup d'usines ont traversé des difficultés après quelques années de fonctionnement et certaines ont même été fermées. Quelle garantie donnez-vous aux souscripteurs de la viabilité de l'usine dans laquelle ils ont investi leur argent ?

K.T. : La principale difficulté qui puisse remettre en cause la pérennité des unités similaires c'est la gouvernance. Dans le cas des entreprises communautaires, les dirigeants sont sélectionnés sur appel à candidatures et sont soumis à un contrat d'objectifs. En plus, au





Notre dispositif de production nous permettra de sortir un produit fini compétitif par rapport aux produits importés, suivant l'étude de marché réalisée

terme de la structuration du projet et de sa mise en place, l'unité de gestion du projet laisse la place à un Conseil d'administration qui représente l'ensemble des différentes couches sociales ayant souscrit à l'actionnariat de l'entreprise et qui supervisent la gestion du Directeur général recruté. Les souscripteurs sont donc directement impliqués dans les orientations de gestion de l'unité ; ce qui lui donne plus de garantie de pérennité. Le Chef de l'État a donné des instructions afin que nous puissions concevoir et mettre en place un modèle économique robuste garantissant la pérennité des entreprises créées. C'est pourquoi le modèle coo-

pératif de collecte de fonds a été adopté et la gestion participative retenue comme mode de gouvernance.

C.P.F. : La réalisation de l'usine de tomate a été possible grâce à l'actionnariat populaire. A quand le paiement des premiers dividendes aux actionnaires ?

K.T. : L'entreprise qui porte l'usine de Bobo-Dioulasso revêt la forme sociale de Société anonyme (SA) avec un Conseil d'Administration. Par conséquent, son fonctionnement et sa gouvernance suivent les mêmes règles. Autrement dit, la société est soumise à l'élaboration d'états financiers per-

mettant d'apprécier ses performances, et de déterminer le bénéfice dégagé (résultat net). Et c'est après approbation des états financiers que l'Assemblée générale des souscripteurs décide du bénéfice à partager. Bien entendu, en cas de résultat négatif, il n'y a pas de distribution de dividendes. Les études de faisabilité effectuées indiquent que l'usine va dégager 360 millions FCFA de bénéfice dès sa deuxième année d'exercice. Ce résultat passe à 1 milliard la troisième année. Nous recommanderons de commencer la distribution de dividendes à partir de la troisième année.

C.P.F. : L'APEC, c'est également les projets de construction d'une usine de tomate à Tenkodogo, d'exploitation semi-mécanisée de l'or, de mécanisation et d'intensification agricole avec la réalisation de 100 000 forages pour l'irrigation et de lancement d'une centrale d'achat des produits locaux. Où en est-on avec ces différents projets ?

K.T. : Le rythme de réalisation des projets est lié à la cadence des souscriptions à l'actionnariat populaire. Pour le moment, nous avons fini les études de faisabilité et les plans d'affaires de ces différents projets. Et l'état de mobilisation des ressources nous permet d'effectuer les investissements pour la mine semi-mécanisée de Doubema (dans la province du Nounbiel), qui est d'un



Prenons possession de notre économie à travers son financement qui doit être endogène !

capital d'investissement estimé à 3 milliards FCFA. Nous avons aussi les ressources pour mettre en place la centrale d'achat qui a un coût initial estimé à 5 milliards FCFA. Le capital de réalisation est mobilisé avec une prise de participation minoritaire de l'État (20 %). Pour le projet d'intensification agricole (100 000 forages), nous sommes en réflexion avec les acteurs majeurs impliqués dans la promotion de la production agricole afin de nous positionner sur les chaînons manquants. Vous suivez avec nous les grandes performances de l'Initiative présidentielle pour l'autosuffisance alimentaire porté par le Bureau national des grands projets

du Burkina. Vous suivez également les résultats engrangés par l'Offensive agro-sylvo-pastorale du ministère de l'Agriculture. Les performances de ces différents acteurs pourront nous encourager à nous positionner plus sur le maillon de la transformation pour donner un marché porteur aux producteurs. La réflexion se poursuit, et le moment venu, les autorités vont arbitrer.

C.P.F. : Quelles sont les perspectives pour l'APEC en matière de promotion de l'entrepreneuriat communautaire ?

K.T. : Nous sommes actuellement engagés pour le développement et le déploiement d'une application mobile téléchargeable afin de faciliter la collecte de l'actionnariat populaire. Cette application permettra surtout d'embarquer la diaspora dans le processus, car les moyens de souscription actuels ne sont pas adaptés à leur situation.

Il faut aussi noter la poursuite de la mobilisation sur différents fronts : après les conférences régionales (12 effectuées à ce jour), nous nous orientons maintenant vers une communication de proximité qui va nous permettre de toucher les institutions, les marchés et yaars, les provinces, les départements et communes ; bref, nous allons effectuer un maillage territorial complet. Une stratégie annuelle dédiée à la diaspora est aussi en cours de validation afin de permettre

à la diaspora d'occuper la place qui lui revient. Plusieurs pays se sont déjà mobilisés à travers les ambassades et les associations de ressortissants. Nous nous préparons pour capitaliser cette mobilisation et poursuivre sur les autres pays.

C.P.F. : Un message à l'endroit de la population ?

K.T. : La vision du Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, est de construire un Burkina souverain et prospère, où les jeunes et les femmes ont des emplois décents, et où les masses populaires voient leur niveau de vie s'améliorer. Il faut rendre l'agriculture attrayante, rentable et moins pénible, et il faut créer de la richesse à grande échelle, en embarquant toutes les couches sociales dans le processus de création et de partage de la richesse. Prenons possession de notre économie à travers son financement qui doit être endogène ! Faisons profiter toutes les couches sociales des retombées du boom minier ! Enclenchons ensemble le processus de création de valeur ajoutée à travers la transformation de nos matières premières ! Pour réaliser cette ambition, nous appelons à la mobilisation populaire. L'actionnariat populaire est une réalité, avec les projets déjà en cours de réalisation. Et les opérations de souscriptions se poursuivent.

Propos recueillis par
Boureima LANKOANDÉ



LE SECRÉTARIAT PERMANENT DES ENGAGEMENTS NATIONAUX ET DES PROGRAMMES D'URGENCE



NOTRE VISION

Contribuer à bâtir une société dans laquelle chaque citoyen bénéficie d'un même accès aux services sociaux de base de qualité et peut vivre dans un environnement favorable grâce à un accès à l'eau potable, une éducation de qualité, des soins de santé de qualité, un emploi décent et à des conditions de vie

NOTRE MISSION

« Contribuer à renforcer le système national de l'eau et de l'assainissement, de la santé, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, de l'emploi des jeunes et des femmes à travers la construction d'infrastructures, l'acquisition des équipements, le renforcement des capacités des acteurs et la valorisation des approches innovantes »

PRINCIPES DIRECTEURS

Diligence et orientation vers les résultats ;
Redevabilité et Transparence ; Multisectorialité
et Alignement ; Egalité des chances, genre et
droits humains

BUT/OBJECTIF GENERAL

Contribuer au développement du capital humain
et à la valorisation des approches innovantes

OBJECTIFS STRATEGIQUES/SPECIFIQUES



1
Renforcer
l'accessibilité à
une éducation de
qualité



2
Renforcer
l'accessibilité aux
services de santé
de qualité



3
Renforcer l'accès
à l'eau potable et
favoriser un
cadre de vie sain



4
Renforcer la
formation
professionnelle et
promouvoir les
jeunes et les
femmes, acteurs
dynamiques de
développement



5
Renforcer la
gouvernance et la
résilience des
acteurs de
développement



BURKINA FASO
UNITÉ - PROGRÈS - JUSTICE



**« Tant que nous n'obtiendrons pas l'autosuffisance alimentaire,
nous ne pourrons pas parler de souveraineté véritable. »**

Capitaine Ibrahim TRAORE

Président de la Transition, Chef de l'Etat